

2° Vrij verkrijgbare wapens :

— lucht- of CO karabijn : kaliber van 4,5 mm (.177);

— lucht- of CO pistool : kaliber van 4,5 mm (.177).

Art. 3. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 juni 2007.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 6 juli 2007.

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota's

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van de Raad. — Voorstel van decreet, nr. 423-1. — Commissieamendementen, nr. 423-2. — Verslag nr. 423-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van dinsdag 3 juli 2007.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 3664

[C - 2007/29208]

13 JUILLET 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 19 mai 2004 instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur, notamment l'article 8, modifié par le décret du 2 juillet 2007;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire, des 4 et 17 juillet 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 octobre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 novembre 2006;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il y a lieu de mettre en place dans les plus brefs délais le Conseil supérieur de la mobilité étudiante, dès lors que conformément à l'article 7 du décret du 19 mai 2004 instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur, le budget général des dépenses de l'année budgétaire 2007 a prévu d'alimenter le « fonds d'aide à la mobilité étudiante », créé par l'article 2 de ce décret, en vue de permettre l'octroi de bourses de mobilité aux étudiants lors de la rentrée académique 2007 (voy. doc. PCF, n° 315/3, 2006-2007, p. 7), et qu'en vertu de l'article 6 de ce décret, « les conditions d'octroi des bourses de mobilité, les modalités d'octroi et leur montant, notamment en fonction des revenus des étudiants » doivent être fixés par le Gouvernement après avis du Conseil supérieur de la mobilité étudiante, prévu à l'article 8 du même décret;

Vu l'avis n°43.354/2 du Conseil d'Etat, donné le 6 juillet 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° Programme intégré : programme d'action communautaire intégré en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie ayant pour objectif général de contribuer, par l'éducation et la formation tout au long de la vie, au développement de la Communauté de l'Union européenne en tant que société de la connaissance avancée, caractérisée par un développement économique durable, des emplois plus nombreux et meilleurs et une cohésion sociale accrue, tout en assurant une bonne protection de l'environnement pour les générations futures. En particulier, il vise à favoriser les échanges, la coopération et la mobilité entre les systèmes d'éducation et de formation au sein de la Communauté de l'Union européenne, afin qu'ils deviennent une référence de qualité mondiale.

2° Sous-programme Erasmus : le sous-programme sectoriel du programme intégré qui porte sur les besoins en matière d'enseignement et d'apprentissage de tous les participants à l'enseignement supérieur formel et à l'enseignement et à la formation professionnels de niveau supérieur, quelle que soit la durée de leur cursus ou diplôme et y compris les études de doctorat, ainsi que des établissements et organisations dispensant ou facilitant cet enseignement et cette formation;

3° Sous-programme Grundtvig : le sous-programme sectoriel du programme intégré qui porte sur les besoins en matière d'enseignement et d'apprentissage des participants à toutes les formes d'éducation des adultes, ainsi que des établissements et organisations dispensant ou facilitant l'éducation;

4° Sous-programme Comenius : le sous-programme sectoriel du programme intégré qui porte sur les besoins en matière d'enseignement et d'apprentissage de tous les participants à l'enseignement préscolaire et scolaire jusqu'à la fin du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, ainsi que des établissements et organisations dispensant cet enseignement.

5° Action Jean Monnet : le sixième programme du programme intégré destiné à soutenir une série d'établissements et d'activités centrés sur l'intégration européenne;

6° Autres actions : autres sous-programmes ou actions dans le domaine de l'Education et de la formation tout au long de la vie.

7° Bologna Promoters : groupe de référence mis en place dans les pays signataires des accords de Bologne pour promouvoir les recommandations adoptées par les ministres de l'enseignement supérieur européens dans le cadre d'un programme financé par la Commission européenne.

8° Erasmus Belgica : programme de mobilité étudiante de type Erasmus entre les trois Communautés organisé sous l'égide du Fonds Prince Philippe.

CHAPITRE 1^{er}. — *Création et composition*

Art. 2. § 1^{er}. Il est créé un Conseil supérieur de la mobilité, ci-après désigné le Conseil supérieur.

Le Conseil supérieur est composé de dix-sept membres qui se répartissent comme suit :

- a. six membres non étudiants proposés par le Conseil interuniversitaire de la Communauté française de Belgique;
- b. quatre membres non étudiants proposés par le Conseil général des hautes écoles;
- c. un membre non étudiant proposé par le Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique;
- d. un membre proposé collégialement par les directeurs des Instituts supérieurs d'architecture;
- e. trois membres proposés par les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire;
- f. deux experts dont un membre du personnel du Commissariat général aux Relations internationales proposé par le ministre en charge des relations internationales, et un membre de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique proposé par le ministre en charge de l'enseignement supérieur.

§ 2. Chaque membre du Conseil supérieur a un suppléant. Le membre suppléant siège en cas d'empêchement du membre effectif.

Art. 3. Les membres effectifs et suppléants visés à l'article 2 sont désignés par le Gouvernement.

Art. 4. Le mandat des membres effectifs et suppléants est de quatre ans, renouvelable, à l'exception de celui des représentants des étudiants qui est d'un an, renouvelable.

Art. 5. Dans le mois de son installation, le Conseil supérieur élit son Président et son Vice-Président parmi les membres visés à l'article 2, § 1^{er}, a. et b.

Art. 6. Tout membre qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé. Le remplaçant, désigné conformément aux articles 2 et 4, achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 7. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions désigne un représentant du Gouvernement qui assiste aux réunions du Conseil supérieur en tant qu'observateur.

CHAPITRE II. — *Fonctionnement du Conseil supérieur*

Art. 8. Le Conseil supérieur élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet, ainsi que ses modifications éventuelles ultérieures, à l'approbation du Gouvernement.

Celui-ci doit notamment prévoir :

1. les règles concernant la convocation des réunions;
2. les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour;
3. les modalités de vote;
4. la périodicité des réunions du Conseil supérieur;
5. les modalités selon lesquelles sont rendus les avis visés à l'article 8 du décret;
6. les règles relatives au dépôt des notes de minorité;
7. les modalités de gestion des programmes dont il a la charge.

Art. 9. Le Conseil supérieur ne délibère valablement que si plus de la moitié des membres, effectifs ou suppléants, ayant voix délibérative sont présents.

Toute décision, proposition ou avis fait l'objet d'un vote.

Art. 10. Le Conseil supérieur décide à la majorité des membres présents.

Le Conseil supérieur se réunit dans les locaux du Ministère de la Communauté française.

Il publie son rapport d'activités annuel sur le site internet du même Ministère.

Art. 11. Les membres du Conseil supérieur bénéficient d'indemnités pour frais de séjour et du remboursement de leurs frais de parcours dans les mêmes conditions que les agents des services du Gouvernement de la Communauté française. A cet effet, ils sont assimilés aux membres du personnel du ministère titulaires d'un grade classé au rang 12.

CHAPITRE III. — *Missions du Conseil supérieur*

Art. 12. § 1^{er}. Le Conseil supérieur est chargé de la gestion des programmes suivants :

- A) le sous-programme Erasmus du programme intégré;
- B) l'action Jean Monnet;
- C) le programme Erasmus-Belgica subventionné par la Communauté française de Belgique;
- D) le programme de bourses de mobilité organisé conformément au décret du 19 mai 2004 instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'Espace européen de l'enseignement supérieur;
- E) bourses d'immersion linguistique.

§ 2. Dans le cadre de sa mission de gestion, le Conseil supérieur est chargé de :

- 1. informer de tout programme de soutien à la mobilité étudiante communautaire, nationale et internationale;
- 2. organiser les appels à candidature;
- 3. organiser les procédures d'attribution d'aide aux projets dans le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement.

Art. 13. Le Conseil supérieur assure via son secrétariat exécutif le secrétariat des Bologna Promoters et gère les moyens affectés à ses activités.

CHAPITRE IV. — *Secrétariat exécutif*

Art. 14. A la demande du Conseil supérieur, des membres du personnel peuvent être détachés des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française aux fins d'assurer son secrétariat.

Art. 15. Ces membres du personnel sont placés sous l'autorité du Président du Conseil supérieur.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 16. Par dérogation à l'article 5, le premier mandat de Président du Conseil supérieur de la mobilité est exercé par le Président en exercice de l'Agence Erasmus.

Art. 17. La Vice-Présidente et Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juillet 2007.

Bruxelles, le 13 juillet 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 3664

[C — 2007/29208]

13 JULI 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van de Hoge Raad voor de studentenmobiliteit

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 19 mei 2004 tot oprichting van een « Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur » (Steunfonds voor studentenmobiliteit binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs), inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij het decreet van 2 juli 2007;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen, erkend op gemeenschapsniveau, van 4 en 17 juli 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 oktober 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 24 november 2006;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de Hoge Raad voor de studentenmobiliteit zo vlug mogelijk geïnstalleerd moet worden, dat overeenkomstig artikel 7 van het decreet van 19 mei 2004 tot oprichting van een « Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur » (Steunfonds voor studentenmobiliteit binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs), de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 2007 sindsdien voorzien heeft het Steunfonds voor studentenmobiliteit, opgericht bij artikel 2 van dat decreet, te stijven met het oog op de toekenning van mobiliteitsbeurzen aan studenten bij het begin van het academiejaar 2007 (zie stuk. PFG, nr. 315/3 2006-2007, p. 7) en dat krachtens artikel 6 van dat decreet, « de toekenningsvoorwaarden van de mobiliteitsbeurzen, de toekenningsmodaliteiten en het bedrag ervan, rekening houdend met name met de inkomsten van de studenten » door de Regering moeten worden vastgesteld na advies van de Hoge Raad voor de studentenmobiliteit, bedoeld in artikel 8 van hetzelfde decreet;

Gelet op het advies nr. 43.354/2 van de Raad van State, gegeven op 6 juli 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o Geïntegreerd programma : geïntegreerd communautair actieprogramma voor leven lang leren, waarvan het algemeen doel erin bestaat via leven lang leren bij te dragen tot de ontwikkeling van de Gemeenschap van de Europese Unie als maatschappij van de gevorderde kennis, gekenmerkt door een duurzame economische ontwikkeling, meer en betere banen en een toegenomen sociale cohesie, waarbij gezorgd wordt voor een goede bescherming van het leefmilieu voor de volgende generaties. Het programma beoogt in het bijzonder de bevordering van uitwisselingen, samenwerking en mobiliteit tussen de opvoedings- en opleidingssystemen binnen de Gemeenschap van de Europese Unie, opdat ze een referentie van wereldkwaliteit kunnen worden;

2^o Subprogramma Erasmus : het sectoriële subprogramma van het geïntegreerd programma dat gericht is op de behoeften inzake onderwijs en scholing van alle deelnemers aan het formele hoger onderwijs en aan het onderwijs en de beroepsopleiding van het hogere niveau, ongeacht de duur van hun cyclus of diploma en met inbegrip van de doctoraatstudies, alsook op de inrichtingen en organisaties die dat onderwijs en die opleiding vergemakkelijken of erin voorzien;

3^o Subprogramma Grundtvig : het sectoriële programma van het geïntegreerd programma dat gericht is op de behoeften inzake onderwijs en scholing van alle deelnemers aan alle vormen van volwassenopvoeding, alsook op de inrichtingen en organisaties die dat onderwijs en die opleiding vergemakkelijken of erin voorzien;

4^o Subprogramma Comenius : het sectoriële subprogramma van het geïntegreerd programma dat gericht is op de behoeften inzake onderwijs en scholing van alle deelnemers aan het voorschools en schoolonderwijs tot aan het einde van de tweede cyclus van het middelbaar onderwijs, alsook op de inrichtingen en organisaties die in dat onderwijs voorzien;

5^o Actie Jean Monnet : het zesde programma van het geïntegreerd programma met het oog op de ondersteuning van een reeks inrichtingen en activiteiten die Europese integratie beogen;

6^o Andere acties : andere subprogramma's of acties voor leven lang leren;

7^o Bologna promoters : referentiegroep ingesteld in de landen die de Bologna-akkoorden hebben ondertekend met het oog op de bevordering van de aanbevelingen aangenomen door de Europese ministers van hoger onderwijs in het kader van een programma gefinancierd door de Europese Commissie;

8^o Erasmus Belgica : programma voor de studentenmobiliteit van Erasmus type tussen de drie Gemeenschappen, georganiseerd in het kader van het « Prins Filipfonds ».

HOOFDSTUK I. — *Oprichting en samenstelling*

Art. 2. § 1. Er wordt een Hoge Raad voor mobiliteit opgericht, hierna de « Hoge Raad » genoemd.

De Hoge Raad is samengesteld uit zeventien leden die ingedeeld worden als volgt :

a. zes leden die niet-studenten zijn, voorgesteld door de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap van België;

b. vier leden die niet-studenten zijn, voorgesteld door de Algemene Raad voor hogescholen;

c. een lid dat niet-student is, voorgesteld door de Hoge Raad voor het hoger kunstonderwijs;

d. een lid dat collegiaal voorgesteld wordt door de directeurs van de Hogere Instituten voor architectuur;

e. drie leden, voorgesteld door de representatieve studentenverenigingen, erkend op gemeenschapsniveau;

f. twee deskundigen waarvan een personeelslid van het Commissariaat-generaal voor Internationale betrekkingen voorgesteld door de minister belast met de Internationale betrekkingen en een lid van de Algemene Directie Niet-verplicht hoger onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek voorgesteld door de minister van hoger onderwijs.

§ 2. Elk lid van de Hoge Raad heeft een plaatsvervanger. Het plaatsvervangend lid zetelt bij verhindering van een werkend lid.

Art. 3. De werkende en plaatsvervangende leden bedoeld in artikel 2 worden door de Regering benoemd.

Art. 4. Het mandaat van de werkende en plaatsvervangende leden duurt vier jaar en is hernieuwbaar, met uitzondering van dat van de vertegenwoordigers van de studenten dat één jaar duurt en hernieuwbaar is.

Art. 5. Binnen de maand van zijn installatie, kiest de Hoge Raad zijn voorzitter en zijn ondervoorzitter uit de leden bedoeld in artikel 2, § 1, *a.* en *b.*

Art. 6. Elk lid dat overlijdt, aftreedt of de hoedanigheid verliest die zijn mandaat verantwoordde, wordt vervangen. De vervanger, dat aangesteld wordt overeenkomstig de artikelen 2 en 4, voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, stelt een vertegenwoordiger van de Regering aan die de vergaderingen van de Hoge Raad bijwoont als waarnemer.

HOOFDSTUK II. — *Werking van de Hoge Raad*

Art. 8. De Hoge Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het, alsook de volgende eventuele wijzigingen, ter goedkeuring voor aan de Regering.

Dit reglement moet inzonderheid het volgende omvatten :

1. de regels voor de bijeenroeping van vergaderingen;
2. de regels voor het opnemen van de agendapunten;
3. de nadere regels voor de stemming;
4. de periodiciteit van de vergaderingen van de Hoge Raad;
5. de nadere regels volgens dewelke de adviezen bedoeld in artikel 8 van het decreet worden uitgebracht;
6. de regels voor het voorleggen van minderheidsnota's;
7. de nadere regels voor het beheer van programma's waarmee hij belast is.

Art. 9. De Hoge Raad beraadslaagt en beslist slechts geldig als meer dan de helft van de stemgerechtigde, werkende of plaatsvervangende leden aanwezig zijn.

Over elke beslissing, elk voorstel of elk advies moet gestemd worden.

De Hoge Raad beslist bij meerderheid van de aanwezige leden.

Art. 10. De Hoge Raad komt bijeen in de lokalen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Hij maakt zijn activiteitenverslag bekend op de website van hetzelfde ministerie.

Art. 11. De leden van de Hoge Raad krijgen vergoedingen voor verblijfskosten en de terugbetaling van hun verplaatsingskosten onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. In dat verband worden ze gelijkgesteld met de personeelsleden van het ministerie die titularis zijn van een graad van rang 12.

HOOFDSTUK III. — *Opdrachten van de Hoge Raad*

Art. 12. § 1. De Hoge Raad wordt belast met het beheer van de volgende programma's :

- A) het subprogramma Erasmus van het geïntegreerd programma;
- B) de actie Jean Monnet;
- C) het Erasmus-Belgica programma gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap van België;
- D) het beurzenprogramma van mobiliteit georganiseerd overeenkomstig het decreet van 19 mei 2004 tot oprichting van een « Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur » (Steunfonds voor studentenmobiliteit binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs);
- E) Taalbad-beurzen.

§ 2. In het kader van zijn beheersopdracht wordt de Hoge Raad belast met :

1. het verstrekken van informatie over elk programma ter ondersteuning van de studentenmobiliteit op gemeenschapsvlak, en op nationaal en internationaal vlak;
2. de organisatie van de oproepen tot kandidaten;
3. de organisatie van procedures inzake steunverlening voor projecten met inachtneming van de beginselen van doorzichtigheid en gelijkheid van behandeling.

Art. 13. De Hoge Raad neemt, via zijn uitvoerende secretariaat, het secretariaat waar van de Bologna Promoters en beheert de middelen die aan zijn activiteiten worden bestemd.

HOOFDSTUK IV. — *Uitvoerend secretariaat*

Art. 14. Op aanvraag van de Hoge Raad kunnen personeelsleden gedetacheerd worden van de inrichtingen voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap om voor het secretariaat te zorgen.

Art. 15. Deze personeelsleden staan onder het gezag van de Voorzitter van de Hoge Raad.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 16. In afwijking van artikel 5 wordt het eerste mandaat van de Voorzitter van de Hoge Raad voor mobiliteit uitgeoefend door de huidige Voorzitter van het Agenschap Erasmus.

Art. 17. De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 15 juli 2007.

Brussel, 13 juli 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET